

Projet d'insertion économique et sociale solidaire à Kairouan

Aide mémoire de mission de supervision

Dates de la mission : 03-22 octobre 2022

A. Objectifs de la mission et principales conclusions¹

Contexte et principal objectif de la mission

1. Depuis son entrée en vigueur en mai 2021, le Projet d'insertion économique et sociale solidaire à Kairouan (IESS), a bénéficié de deux missions d'appui en décembre 2021 et juin 2022, et d'une mission de supervision qui a eu lieu du 14 au 25 mars 2022. La présente mission d'appui s'est déroulée du 03 au 22 octobre 2022 pour une durée de 12 jours à Kairouan. Elle avait comme objectifs: (i) suivre l'état d'avancement des recommandations des deux dernières missions de supervision et d'appui du FIDA ;(ii) appuyer l'équipe du projet et les arrondissements des PI et de la CES pour s'assurer du respect des exigences du fonds d'adaptation, lors de la préparation des DAO et la réception des travaux ; (iii) appuyer l'équipe du projet dans la préparation du plan d'action genre ; et (iv) suivre les résultats de l'étude de la situation de référence et la mise à jour du système de suivi-évaluation.
2. A titre de rappel, l'objectif du projet IESS est de contribuer à l'augmentation de l'indice de développement du Gouvernorat de Kairouan, en particulier par la mise en œuvre de la Loi l'Amen. L'expérience développée par IESS dans les collines de Kairouan fera l'objet d'un suivi-évaluation et d'un dialogue politique rapproché. Le projet est entré en vigueur en mai 2021 et couvrira une période de 6 ans pour s'achever fin juin 2027. La date de clôture est prévue pour fin décembre 2027. Les groupes cibles prioritaires du projet seront d'une part les familles nécessiteuses et à revenu limité, et d'autre part, les petits exploitants agricoles et petits éleveurs dans les zones collinaires. Compte tenu des contraintes spécifiques auxquelles ils sont confrontés dans les zones rurales, les femmes et les jeunes seront directement ciblés dans chaque catégorie. Au total, le projet vise à soutenir 16.800 ménages, soit 84.000 personnes. Il est transformatif du genre et sensible aux jeunes en donnant la priorité aux actions spécifiques au soutien aux femmes et aux jeunes. Il vise également à l'adaptation au changement climatique des populations rurales pauvres, en particulier au travers d'un Don du Fonds d'Adaptation au Changement Climatique.
3. IESS est organisé autour de deux composantes complémentaires et corrélées. La composante 1 visera l'amélioration des conditions de vie des familles nécessiteuses et à revenu limité dans les zones de collines du Gouvernorat de Kairouan, et la composante 2 soutiendra l'intégration économique des petites exploitations agricoles, et des familles vulnérables soutenues en composante 1, par l'amélioration du potentiel productif adapté au changement climatique, le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations, et la mise en relation des producteurs avec les acteurs privés des filières.
4. Le coût total du Projet est estimé à 51,3 millions de Dollar USD, soit environ 153,8 millions de DTN. IESS est financé par un prêt du FIDA (23,1 millions de Dollar USD, 45,1% des coûts

¹ Composition de la mission: Mr. Philippe Remy, Directeur-Pays au FIDA, Mr Zine El Abidine Ghoudi, Point Focal, Spécialiste en gestion de projets et suivi et évaluation, FIDA ; Mlle Dhekra El Hidri, Point Focal RWEE-FIDA et spécialiste en genre et inclusion sociale, et Fathi Goucha, Consultant, spécialiste en hydraulique agricole et infrastructure de base.

4. Le coût total du Projet est estimé à 51,3 millions de Dollar USD, soit environ 153,8 millions de DTN. IESS est financé par un prêt du FIDA (23,1 millions de Dollar USD, 45,1% des coûts totaux); un don du FIDA (0,7 millions de Dollar USD, 1,4% des coûts totaux) ; un don du Fonds d'Adaptation au Changement Climatique (FACC) (9,2 millions de Dollar USD, 18% des coûts totaux) ; une contribution du Gouvernement (15,9 millions de Dollar USD, 31% des coûts totaux) et une contribution des bénéficiaires (1,8 millions de Dollar USD, 1,2% des coûts totaux). Par ailleurs, et dans un objectif d'appuyer les structures de gestion du projet, en charge de la mise en œuvre de la première composante, le FIDA a mobilisé un don supplémentaire de 400 mille dollars USD et a recruté une ONG internationale spécialisée en approche de graduation (BRAC) qui travaille en étroite collaboration avec l'unité de gestion du projet et l'UTSS, durant au moins les deux premières années.
5. La mission a démarré par un entretien avec Mme. la Cheffe du Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources Hydrauliques (MARHP), et a insisté sur l'importance de la mise en place du reste du personnel et de l'assistance technique au niveau de l'UGO ainsi que sur la publication officielle du décret de création de la structure de gestion pour assurer une mise en œuvre adéquate du projet. Elle a sollicité l'appui du MARHP au portefeuille du FIDA en Tunisie pour améliorer la performance des projets en cours d'exécution et tirer les leçons pour les intégrer dans le nouveau programme d'investissement, dont le démarrage de la conception est prévu début 2023.
6. La mission s'est rendue à Kairouan l'après-midi du 3 octobre pour travailler avec l'UGO, l'équipe BRAC et UTSS, et les autres partenaires du projet. Elle a tenu la réunion de démarrage le 04 octobre, sous la présidence de Mr. Mourad Ben Amor, CRDA de Kairouan, en présence : (i) des cadres de l'UGO de IESS et l'AT; (ii) des chefs de divisions et des arrondissements techniques du CRDA ; et (iii) des principaux partenaires et intervenants au niveau central et régional (BRAC, DRAS, UTSS, OEP, AFA). Les journées suivantes ont été consacrées à des visites de terrain aux premières micro-zones sélectionnées et aux sites de réhabilitation du barrage de recharge Wachtatia. La mission a assisté le 5 octobre à une journée de sensibilisation dans la micro-zone Hissiène à Ain Jloula, animé par l'UTSS et BRAC et à la réunion tenue le 6 octobre pour la présentation du processus de terrain et des résultats des enquêtes réalisées dans les micro-zones pilotes. Cette dernière a été présidée par Mr. Raouf Laajimi, Directeur général de la DGFIOP, accompagné par Mme Jemmel, Directrice des projets à la DGFIOP. La mission a été suspendue durant la période de la mission de quelques membres de l'UGO au Caire (atelier sur les nouvelles procédures de PM du FIDA), et a repris le terrain à partir du 18 octobre. Les conclusions de la mission ont été présentées lors d'une réunion de restitution le 21 octobre à Kairouan, présidée par Mr. le commissaire régional de Kairouan en présence des différents partenaires du projet.
7. La mission tient à remercier tous les responsables et cadres Tunisiens aux niveaux local, régional et central, pour leur accueil et leur assistance.

B. Vue d'ensemble du projet et principaux progrès enregistrés

8. Depuis les deux dernières missions de supervision en mars et en juin 2022, la mission a noté une véritable dynamique dans le projet grâce à une implication croissante de l'ensemble des acteurs et partenaires, et surtout grâce à l'appui du consultant recruté depuis septembre 2022 pour appuyer la coordination et la gestion du projet. Les efforts de l'équipe du projet et des partenaires se sont traduits par une meilleure organisation du travail, une présence plus intensive sur terrain, la délimitation de toutes les micro-zones de la première cohorte et la préparation des listes des bénéficiaires potentiels de la graduation, le lancement des études préparatoires des infrastructures, le lancement de quelques AO pour l'alimentation en eau potable et pour la préparation de deux plans d'affaire, la préparation du diagnostic des GDA et SMSA, et la prise en compte des recommandations des différentes missions (67% satisfaites et 18% en cours). Toutefois, le niveau d'exécution sur terrain reste encore modeste, les études préparatoires accusent des retards importants et, les principales recommandations relatives à la publication du décret de création de l'UGO et le recrutement de l'AT ne sont pas encore satisfaites.
9. Le niveau global d'engagement, y compris la convention avec l'UTSS, a légèrement augmenté, et est de l'ordre de 33% contre 28% enregistré lors de la supervision de mars 2022. Les engagements réels n'ont pas dépassé les 9% du coût total du projet, dont 70% sont des salaires et des allocations aux familles nécessiteuses, financés sur les ressources du budget de l'Etat. Le

niveau de décaissement est encore restrictif à la première avance aux comptes spéciaux, de l'ordre de 3% sur le prêt FIDA, 11% sur le fond d'adaptation, et 16% sur le don du FIDA.

10. La dernière révision du PTBA et PPM pour les 18 mois de juin 2022 à décembre 2023 a eu lieu en juillet 2022 pour un coût total en engagement de 77,2 MD et en paiement de l'ordre de 14,3 MD. Le niveau actuel des engagements réels est de 19% et le niveau des paiements est de 58%, comparé aux prévisions actualisées en paiement.

Composante I. Mobilité sociale et économique des ménages ruraux pauvres

11. La composante 1 vise l'amélioration des conditions de vie des familles nécessiteuses et à revenu limité dans les zones de collines du Gouvernorat de Kairouan. Elle permettra de tester, en grandeur réelle, une approche dite de "graduation" développée pour soutenir les familles vulnérables et d'évaluer dans quelle mesure elle permet d'insuffler une mobilité économique et sociale de ces familles

S/composante 1.1 : Modernisation et gestion des Infrastructures sociales

Alimentation en eau potable (AEP)

12. Le Projet a déjà identifié 11 systèmes (78% des prévisions) d'alimentation en eau potable (SAEP) à réhabiliter avec des possibilités d'extensions pour les micro-zones non desservies. La seule activité en cours de réalisation se limite à l'élaboration des études techniques de 5 systèmes existants (Ksar Lemsa, Ariba, Dbebecha, Rahma et Serja 1) qui ont été confiées à 3 bureaux d'études ; ces études accusent un important retard et dépassant les délais contractuels ; ces études sont encore au stade d'APS pour 3 SAEP (taux d'avancement de l'ordre de 30%) et pour 2 SAEP les études n'ont pas encore démarré (Rahma et Serja 1). Les études des 6 SAEP (Mselsel, Ong, Magra, Menzel El Alia, Boudabouz, Rhima-Ouled El Haj) sont disponibles dont 2 ont été réalisées par l'Arrondissement GR et 4 ont été élaborées en 2020 par des bureaux d'études, avant le démarrage du Projet. Les DAO lancés/disponibles se limitent aux SAEP suivants : (i) le système de Mselsel a été lancé pour la deuxième fois (coûts des offres jugés élevés) et le dépouillement des offres est en cours ; (ii) le DAO du SAEP Magra est disponible et serait lancé fin octobre 2022 ; et (iii) le DAO du SAEP Rhima-Ouled El Haj a été élaboré mais le lancement de l'AO est tributaire des résultats d'analyses des eaux du forage existant ; la qualité des eaux est contestée par la population desservie. Le contrôle des travaux des SAEP Mselsel et Magra sera assuré par un bureau d'études et la mission recommande de prévoir un contrôleur permanent pour chaque SAEP appuyé par des interventions ponctuelles d'un chef de projet et des ingénieurs spécialisés. La mission recommande aussi, d'identifier les extensions possibles, sur des systèmes existants fonctionnels ou ceux à réhabiliter, pour alimenter les populations, dans les micro-zones retenues, qui ont des problèmes d'approvisionnement en eau potable.
13. Les offres reçues du SAEP Mselsel varient entre 10,7 MDT et 8,4 MDT alors que l'estimation confidentielle actualisée du CRDA est de 8,1 MDT contre 5,1 MDT estimé lors du premier AO (augmentation de 63%). Le coût total des coûts actualisés des 11 SAEP à réhabiliter est de 34,1 MDT contre un montant de 15 MDT prévu à la conception du Projet pour 14 systèmes, soit une augmentation de 127% et ce compte tenu de la flambée des prix et le niveau de la concurrence enregistrée sur le marché national. Suite à ce constat sur la réalité des coûts proposés actuellement par les entreprises, la mission recommande d'établir, pour les 10 AEP à réhabiliter, un classement de priorisation des SAEP selon des critères (nb de micro-zones raccordées, nb de familles desservies, coût de réalisation,....). Cette priorisation permettra de lancer à l'immédiat les DAO à concurrence du montant disponible pour cette action.

S/composante 1.2 : Mise en œuvre de la graduation des familles nécessiteuses

14. A titre de rappel, cette sous-composante vise le renforcement des capacités des familles nécessiteuses bénéficiant du PNAFN et des familles à revenu limité, dans des micro-zones identifiées par le projet. Au total, 105 micro-zones sont programmées au cours du projet. Des actions complémentaires sont programmées, notamment la mise en place de trois centres d'éducation préscolaires (jardins d'enfants) et deux télé-centres.
15. L'ONG internationale BRAC a été recrutée par le FIDA pour soutenir le ciblage des micro-zones et adapter l'approche de graduation dans le contexte des collines de Kairouan sur 18 mois (provenant des ressources ASAP2) en février 2021. Vu les retards marqués, une prolongation sans coûts additionnels du contrat avec BRAC a été approuvée pour une période supplémentaire

de six mois suite à une requête envoyée par BRAC en avril 2022 au FIDA et leur contrat finira le 31 décembre 2022.

16. BRAC a appuyé le projet pour la mise en place des éléments nécessaires à une mise en œuvre rapide de la première composante. Leur appui a également été utile pour clarifier davantage les différents rôles que le CRDA, le DRAS et l'UTSS joueront dans sa mise en œuvre. Un groupe de travail a été mis en place au niveau régional (avec des représentants du CRDA, DRAS, UTSS, FIDA et BRAC) pour superviser la mise en œuvre de l'approche de graduation.
17. L'UTSS a recruté 14 animateurs/trices supplémentaires (64% sont des femmes et 36% des hommes) et ils sont en place depuis avril 2022. Les animateurs/trices ont des profils diversifiés et complémentaires en associant des ingénieurs agronomes des différentes spécialités (production animale, production végétale, génie rurale, agro-alimentaires, etc.) avec des diplômé(e)s des services sociaux, droit de travail et protection sociale.
18. BRAC a préparé et a réalisé une formation-action pour 14 animateurs/trices et le staff de l'UTSS (le 31 mars et 01 avril 2022) sur l'approche de graduation et le projet IESS, et a fourni le contenu de cette formation (TOT guide de facilitation, version en Français). L'UTSS a organisé une formation de formateurs pour les animateurs/trices graduation qui a duré 3 jours du 06 au 08 septembre 2022. BRAC a participé par l'animation des sessions sur l'approche graduation, les interventions par pilier. Le manuel d'opération, dans sa version française, a été partagé par BRAC en octobre 2022, et est en cours d'examen par les différents partenaires. Il comprend (i) une partie sur l'évaluation et suivi qui détaillent les indicateurs de suivi suggérés et leur fréquence liés à la diversification des moyens de subsistance, au nombre de repas par jour, à l'épargne, à la valeur des actifs, etc., mais également à la résilience climatique (ii) les critères de graduation suggérés et (iii) les modules de la formation des participants (les modules sur les compétences de vie et les modules de l'inclusion financière. Néanmoins, jusqu'à maintenant le test réel de terrain de toutes les étapes et piliers de l'approche graduation n'a été fait que partiellement. Une fois finalisé le manuel sera intégré dans le PIM.
19. A l'occasion de cette mission d'appui, une note méthodologique de graduation et une matrice reprenant toute les étapes du processus de graduation ont été préparées et concertées avec l'appui de l'assistant technique, recruté depuis quelques semaines, pour l'appui de l'UGO. Cette note simplifiée facilitera le travail des animateurs/trices sur terrain et permettra d'aboutir aux produits espérés en utilisant les mêmes outils et démarches d'animation dans toutes les prochaines micro-zones. Pour s'approprier des différents outils de graduation et les utiliser de la même façon, la mission recommande la mobilisation d'une expertise ponctuelle par l'UTSS pour accompagner les animateurs sur terrain.
20. Sur les 105 micro-zones dans lesquelles le projet intervient, 36 micro-zones dans les 4 délégations El Hajeb, El Alaa, Ain Jloula et El Oueslatia ont été identifiées et les listes des FN et FRL ont été finalisées (Total : 2029 familles, dont 249 FN et 1280 FRL) et validées par les CLD pour 21 micro-zones. La validation des 15 autres est attendue d'ici la fin du mois d'octobre. L'animation et les enquêtes de terrain n'ont eu lieu que dans les trois micro-zones pilotes Soudène 1, 2 et 3 et achevée en avril 2022. Par ailleurs, des séances de sensibilisation ont commencé dans certaines micro-zones des secteurs Serja, Ain Jloula et Zaghdoud sur les objectifs et l'approche du projet afin de garantir une compréhension partagée du projet et son approche et s'assurer de la mobilisation et l'engagement des communautés. Au cours de cet appui, la mission FIDA a assisté à une séance d'animation et de sensibilisation dans la micro-zone Hissiène de la délégation de Ain Jloula. Cette séance a marqué une mobilisation importante de la communauté cible avec une participation d'une centaine des personnes. Les animateurs/trices ont commencé par une présentation du projet et ces objectifs ainsi qu'une présentation de l'objectif et le déroulement de la séance. D'abord, ils ont validé la cartographie de la micro-zone Hissiène avec les habitants de la région. Ensuite, les participant-es ont été divisé en deux groupes, un groupe des femmes et un autre pour les hommes pour identifier les problématiques et les besoins de la région ainsi que les solutions proposées. La méthodologie de l'animation est basée sur la concertation et l'approche participative avec les personnes concernées. Il est recommandé de renforcer les capacités et les compétences des animateurs/trices en termes de communication qui constitue un capital pour une bonne compréhension et une transmission efficiente des informations.

21. Pour le reste des micro-zones (69), la DRAS a finalisé la mise à jour de la liste exhaustive des FN et des FRL dans toute la zone du projet, et les micro-zones de la deuxième cohorte sont en cours de préparation en concertation avec l'UGO et l'UTSS.
22. Dans le cadre de l'échange avec d'autres expériences de graduation, BRAC a organisé une rencontre officielle en ligne entre les partenaires Tunisiens et Egyptiens (la Fondation Sawiris pour le développement social, qui supervise et met en œuvre le programme Bab Amal Graduation à Assiut et Sohag en Haute-Égypte). L'objectif était le partage des bonnes pratiques et les leçons apprises en matière de mise en œuvre de l'approche graduation. Il a été prévu une visite d'échange en Égypte pour visiter le projet Bab-El Amel, soutenu par BRAC, mais compte tenu des délais contractuels avec BRAC et la situation actuelle du projet en Égypte, il semble difficile d'organiser cet échange en présentiel.
23. L'appui technique fourni par BRAC prendra fin en décembre 2022. Des livrables ont été produits tels que le manuel de graduation et d'opérations et la formation des formateurs (mentionnés ci-dessus), ainsi que 4 autres livrables : 1) Livrable 1 : présente les micro-zones, 2) Livrable 2 : sur la méthodologie de la sélection des AGRs dans les micro-zones sélectionnées et représentatives de la diversité du territoire du projet IESS, 3) Livrables 3 : présente les boîtes à Outils (qui contient le BAO Profilage des bénéficiaires², le Guide de Profilage³ et le BAO Suivi des AGRs⁴) et 4) le livrable 4 : qui représente les plans d'affaires simplifiés des dix types d'AGR sélectionnés. Ces outils n'ont pas été totalement testés sur terrain par les animateurs de l'UTSS. La mission recommande donc une assistance technique ponctuelle pour accompagner les animateurs pour la mise en place des différents livrables fournis par BRAC et appropriés par le projet.
24. En ce qui concerne les activités complémentaires, l'UTSS a créé, sur ses fonds propres, le premier centre préscolaire dans la délégation de Haffouz, fonctionnel depuis l'année 2021. Les 02 autres centres seront créés dans les délégations de Hajeb El Ayoun et Chebika. A ce stade, l'UTSS a commencé les procédures avec les partenaires locaux pour trouver et mobiliser des locaux pour les utiliser potentiellement comme jardins d'enfants après un aménagement adéquat. Pour la délégation de Chebika, la proposition est de construire un nouveau jardin d'enfants « centre préscolaire » au lieu d'aménager un centre par la mobilisation d'un terrain de l'UTSS et le budget sera réparti comme suit : des fonds propres de l'UTSS et le budget destiné à l'aménagement.

S/composante 1.3: Promotion des AGR

25. Comme rappel, la promotion des AGR constitue l'un des piliers essentiels de « l'approche Graduation » adoptée par le Projet. L'émergence de microprojets d'AGR sera facilitée par le coaching régulier des familles prévu dans la deuxième sous-composante.
26. BRAC a commandé une étude de marché spécifique. L'objectif de cette étude est d'identifier une liste d'options de moyens de subsistance en fonction de la viabilité sur les marchés locaux et de l'adéquation aux profils des participants. Le bureau Streamline Consulting, localisée au gouvernorat de Kairouan, a été contracté pour effectuer cette évaluation du marché.
27. En plus du travail documentaire, l'étude sur terrain a été réalisée dans sept micro-zones afin d'être suffisamment représentative de la diversité socio-économique et géographique du gouvernorat. L'étude, dans sa version finale, a été réceptionnée en octobre 2021, et quatre livrables ont été partagés ainsi qu'un plan de formation :
 - La note méthodologique détaillant les étapes de mise en œuvre de la mission et les outils à déployer pour atteindre les résultats escomptés.
 - Un choix des micro-zones représentatives de la zone d'intervention du projet IESS et les AGR sélectionnées avec critères de sélection.
 - Les plans d'affaires simplifiés des 10 AGR identifiées
 - Une boîte à outil d'identification et de suivi des AGRs
 - Un plan de formation pour les bénéficiaires des AGRs.

²Cet outil est un dispositif d'aide à la décision qui permettra aux animateurs de l'UTSS de matcher les différentes informations collectées et les croiser afin d'attribuer les AGR adéquates aux bénéficiaires

³Cet outil permettra aux animateurs de l'UTSS l'utilisation de la « BAO Profilage » pour l'identification et attribution des AGRs aux bénéficiaires (FN & FRL) ;

⁴Cet outil est destiné aux animateurs de l'UTSS

28. La liste d'AGR potentiels identifiée par BRAC ne semble pas être représentative de toutes les micro-zones du projet et n'a pas suivi rigoureusement les maillons des filières porteuses. Une liste plus élargie devrait être préparée pour faciliter le rôle de l'animateur/trice qui doit s'assurer que les participants sont mis en relation avec des moyens de subsistance optimaux au regard des compétences, de la démographie et des préférences de chaque ménage, et faisable compte tenu de son savoir-faire et/ou du marché local.

Composante II: *Intégration économique et filières inclusives et durables*

29. La composante 2 s'inscrit dans la politique nationale de promotion de l'économie sociale et solidaire. Elle soutiendra l'intégration économique des ménages défavorisés et des petites exploitations agricoles et éleveurs dans la zone du projet.

S/composante 2.1 : Infrastructures productives et adaptation au changement climatique

Les activités de réhabilitation des PI

30. Pas d'avancement appréciable et substantiel constaté par rapport à la situation observée lors de la dernière mission de supervision tenue en mars 2022. En effet, les études techniques des périmètres Ngagta 1 et 2 ainsi que celles du périmètre Chaker ont été achevées seulement que pour la phase 1, alors que pour le périmètre Houfia, l'étude de la phase 1 est en cours. Tous les contrats de ces études accusent d'importants retards et les délais contractuels ont été largement dépassés. Vu ce retard dans l'achèvement de ces études, le CRDA a tenu une réunion avec le bureau d'études qui s'est engagé à achever les études au plus tard le 3 décembre 2022. La mission constate un glissement dans le lancement des DAO travaux qui était planifié en juillet 2022 et ce compte tenu du retard enregistré dans l'élaboration de ces études ; les DAO ne seraient lancés qu'en début 2023.
31. La mission recommande d'inclure dans les prestations du bureau d'études (phase APD définitif), l'évaluation des indicateurs techniques de la situation actuelle (situation de référence) dans les périmètres irrigués à réhabiliter (niveaux de consommation d'eau, doses pratiquées, superficies irriguées, taux de perte d'eau, les superficies équipées en économie d'eau,...) ainsi que les prévisions des améliorations attendues, après la réhabilitation, pour faire face au changement climatique (efficacité de l'irrigation, taux de couverture en équipement d'économie d'eau, taux d'utilisation d'eau,...). En s'appuyant sur l'expérience vécue dans d'autres projets, la mission recommande aussi d'engager, lors de l'élaboration des études d'APD de réhabilitation des périmètres irrigués, des réunions d'approbation avec les agriculteurs, pour l'ouverture des emprises des pistes et ce avant le démarrage des travaux. Cette condition est nécessaire pour le lancement des DAO.
32. Pour réduire les frais d'énergie de pompage, dans les périmètres irrigués à réhabiliter, la mission relance sa proposition qui consiste à engager une étude de faisabilité pour l'utilisation de l'énergie solaire pour le pompage en appui à l'énergie électrique fournie par la STEG. L'installation solaire ne doit pas être équipée par un accumulateur d'énergie pour éviter tout risque de surexploitation des nappes captées par les forages concernés. La mission propose de sélectionner 2 périmètres irrigués et 2 SAEP pour cette étude.

Infrastructures d'accès (Pistes)

33. Le projet prévoit l'aménagement de 100 km de pistes dans les micro-zones concernées avec le renforcement de la protection de 50 km de pistes. Ce renforcement intégrera des mesures d'adaptation au changement climatique et ce pour améliorer la durabilité de ces 50 km. Compte tenu de cette spécificité, la mission a rédigé lors de la mission d'appui en juin 2022 des TdRs techniques pour l'élaboration des études (faisabilité, APD/DAO) de 41.6 km de pistes pour le désenclavement en priorité des 35 micro-zones sélectionnées (cohorte 1). Les TdRs ont intégré les études spécifiques des protections, des tronçons à haut risque de dégradation/stabilité, appropriées aux changements climatiques et c'est en accord avec le PIM pour la priorisation des tronçons à protéger. La mission a finalisé ces TdRs en un seul lot permettant de recruter un seul bureau d'étude qui sera sélectionné par la méthode du mieux disant. Elle recommande la vérification des tronçons de la première tranche (41,6 km), proposés par les autorités locales, pour couvrir, en priorité, les micro-zones sélectionnées.

Activités de CES

34. Le seul marché dont les travaux ont été achevés (en juillet 2022) est celui relatif à la réhabilitation de l'évacuateur des crues (conçu en terre et fortement endommagé par les déversements des eaux des crues) du barrage collinaire de Wichtatia ainsi que la mise en œuvre de 4 ouvrages/seuils, le long du cheminement des eaux déversées par l'évacuateur, au niveau des sols fortement érodés en aval de l'évacuateur. L'impact de ces ouvrages est positif ; en effet, des accumulations de matériaux terreux se sont décantées en amont de ces ouvrages, suite aux ruissellements survenus lors des dernières averses de septembre 2022. Le marché relatif à la modernisation des équipements de 4 piézomètres (sur 5 prévus), pour le contrôle des niveaux des nappes, est en cours d'exécution et le taux d'avancement est de 80%. La convention de partenariat avec l'OEP, pour la plantation de 400 ha de cactus dans les micro-zones sélectionnées, a été signée. La première tranche de 100 ha est planifiée par l'OEP et dont les sites d'intervention doivent être localisés et délimités dans les micro-zones retenues dans la première cohorte et c'est en concertation avec l'UGO au plus tard janvier 2023. L'OEP prévoit le démarrage des travaux à partir de mars 2023. Le DAO pour le recrutement d'un bureau d'études, pour l'élaboration de l'étude technique de 45 ouvrages de recharge, a été lancé en juillet 2022 et 2 soumissionnaires seulement ont répondu. La mission recommande de demander la non objection du FIDA pour déclarer infructueux cet AO et de le relancer afin d'élargir la liste des offres à 3 au minimum. La mission recommande d'éviter, en général, le lancement des DAO pendant la période estivale (juillet-août) où des prestataires seraient en congé.
35. La convention avec l'AFA pour le remembrement de 5 340 ha de périmètres en sec a été signée en mars 2022. La délimitation des zones d'intervention a été définie dans les délégations de Sbikha (secteurs Chorfa et Chogafia -4280 ha) et Hajeb El Ayoun (secteurs Souden et Erhima-1060 ha) ; cette délimitation a été approuvée par l'UGO, l'AFA, l'URAP et DRDE et les CTV. L'AFA a démarré la phase de la sensibilisation des agriculteurs concernés.

S/composante 2.2 : Renforcement des capacités des acteurs et de leurs organisations

36. Les rapports des diagnostics des GDA et des SMSA sont encore en cours de finalisation et déboucheront sur un plan de formation et de renforcement des capacités institutionnelle, physique, économique, et financière. La démarche méthodologique adoptée dans le rapport de pré-diagnostic consiste à : (i) sélection des OP évoluant dans la zone du projet, (ii) catégorisation des OP sur la base de critères de performance du fonctionnement et gestion (ii) identification du programme de renforcement du capital humain et social et autonomisation nécessaire via des entretiens semi-structurés et (iv) validation et appropriation des résultats avec les structures d'appui du CRDA. Ce rapport est important puisque la deuxième composante accorde une grande attention au renforcement des capacités des GDA et des SMSA. La prise en considération de l'approche genre comme une approche transversale dans le diagnostic va apporter des résultats plus efficaces pour une intervention plus ciblée et efficace en termes de renforcement du capital humain et social et autonomisation. A ce jour, aucune action de renforcement de capacités des acteurs et de leurs organisations n'a été initiée. Il est important de finaliser les rapports de diagnostic et démarrer les activités à identifier au moins dans les premiers GDA responsables de la gestion de l'AEP et des 4 PPI, dont les études sont en cours.
37. Par ailleurs, la mission recommande d'associer l'Arrondissement Productions Végétales pour initier les actions sur les écoles aux champs prévues dans le PIM. Ce travail devra se faire en collaboration avec les actions de réhabilitation des PPI.

S/composante 2.3 : Valorisation des produits de terroir et partenariats économiques

38. Des progrès incontestables sont à mettre au crédit du projet depuis la dernière mission de supervision sur cette sous-composante. Tout d'abord le renforcement de l'équipe de l'UGO avec le recrutement, entre autres, de l'expert filière en poste depuis fin décembre 2021, qui doit devenir le point focal exclusif du projet pour cette sous-composante. D'autre part, une dynamique de travail s'est enclenchée avec la mise en œuvre des recommandations de la dernière supervision : suite à la sélection des filières (figuier de barbarie, apiculture et aviculture), un premier travail bibliographique et de recensement des documents existants a été réalisé, et un rapport de synthèse spécifique portant sur la filière figue de barbarie a été réalisé (février 2022). Le rapport sur la filière miel est en cours de finalisation. Conformément aux recommandations de la dernière mission d'appui, une consultation pour l'élaboration de plans d'affaires miel et figue de barbarie a été lancée, et les offres sont en cours de dépouillement. Pour la filière avicole, reportée

pour 2023, la préparation du plan d'affaire, sa mise en œuvre et son suivi, feront l'objet d'une convention avec l'OEP, qui dispose d'une expérience avérée en la matière.

C. Exécution du Projet

Ciblage

39. Pour le volet graduation, le ciblage géographique et l'identification de 105 micro-zones est le point de départ des interventions de l'IESS. Dans ces micro-zones, l'approche de graduation sera mise en œuvre avec un ensemble de familles nécessiteuses (FN) et de familles aux revenus limités (FRL). Ces zones bénéficieront également d'autres interventions du projet, tels que l'accès à l'eau potable et le désenclavement. Conformément à la recommandation de la mission de supervision, les listes des FN et des FRL ont été préparées et finalisées dans la zone d'intervention du projet. Les micro-zones de la première cohorte ont été délimitées et les listes des FN et FRL ont été arrêtées, à raison d'une moyenne de 20 FN et 40 FRL par micro-zone. Les micro-zones de la deuxième cohorte sont en cours de délimitation en concertation avec la DRAS, UTSS et l'UGO.
40. Pour les trois premières micro-zones pilotes à Soudan 1,2 et 3 du secteur dans la délégation de Hajeb Layoun, les animateurs de l'UTSS, appuyés par BRAC, ont mené les enquêtes de référence auprès de toutes les FN et FRL et ont compté un total de 198 familles dont 50% de FN et 50% de FRL avec une moyenne de 5 personnes par famille, soit 990 personnes au total dont 51% hommes et 49% femmes. Les investigations et les enquêtes de base au niveau des autres micro-zones viennent de démarrer.
41. A l'occasion de cette mission, et avec l'appui de l'AT à l'UGO, une note méthodologique de graduation a été élaborée et a défini les différentes étapes du processus depuis les phases préparatoires jusqu'à la préparation du plan d'action de graduation, sa mise en œuvre et son suivi-évaluation. Suivant ce processus, il est recommandé d'identifier clairement les différentes interventions du projet qui seront mises en œuvre pour chaque micro-zone. Les informations doivent inclure le nombre de FN désireuses et capables de participer au processus de graduation, le nombre de FRL, les besoins en termes d'eau potable, les besoins en termes de pistes rurales (y compris la longueur en kilomètres), etc. Cela pourrait être compilé dans une matrice simple et devrait être disponible pour les différents partenaires de mise en œuvre. Pour homogénéiser et bien harmoniser les interventions des différents animateurs sur le terrain, la mission recommande l'engagement (sur les ressources de l'UTSS) d'un consultant pour encadrer ces animateurs au moins pour les 10 premières micro-zones.
42. En termes de ciblage social, les groupes cibles prioritaires de l'IESS appartiennent à trois catégories : (i) Les membres des FN et FRL, telles que définies par le gouvernement ; (ii) Les petits exploitants ne possédant pas plus de 2 ha de terres irriguées ou 20 ha de terres non irriguées et pratiquant un élevage extensif sédentaire et / ou pastoral avec des troupeaux ne dépassant pas 30 têtes d'ovins et de caprins ; et (iii) les jeunes et les femmes. Un plan d'action d'inclusion sociale plus opérationnel doit encore être élaboré.

Genre et participation des femmes et des jeunes

43. Au cours de cette mission, une formation de base sur l'approche genre aux équipes du projet et leurs partenaires a été menée sur 2 jours. La formation a été structurée en une première partie qui a assuré (i) la définition et la genèse du genre, (ii) explication de la différence entre sexe et genre ainsi que (iii) les rôles du genre ; une deuxième partie qui a présenté (i) la vision de "transformation rurale inclusive et durable", adoptée par le FIDA, son engagement à ne laisser personne de côté ainsi que les différents ODD (1, 2 et 5), l'engagement du FIDA pour une conception de projets qui soient classées comme transformatrices en matière de genre et (iii) une introduction et initiation au GALS.
44. En concertation avec la responsable de l'inclusion sociale et la cheffe d'arrondissement femmes rurales, un plan d'action genre a été élaboré (annexe). En fait, la stratégie genre du projet a été traduite en un plan d'action genre plus opérationnel. Ce plan d'action est élaboré sur la base du cadre logique du projet actualisé suite à l'étude de référence. Ce plan a identifié des indicateurs de performance et de suivi pour chaque activité du projet, les personnes responsables ainsi que les outils et les moyens d'application. Il est recommandé de (i) renforcer les capacités de l'équipe du projet et les partenaires en matière d'intégration de l'approche genre dans le projet pour garantir l'appropriation de l'approche et du plan d'action genre, (ii) promouvoir l'intégration de

l'approche genre et inclusion sociale au niveau de l'ensemble des procédures administratives, (iii) développer et mettre en œuvre une communication interne et externe sensible au genre et inclusion sociale et (iv) suivre et évaluer l'impact de l'ensemble des projets et activités en matière de réduction des inégalités sociales et genre. Par ailleurs, pour garantir une application de ce plan, il faut veiller à collecter les données en amont d'une façon désagrégée par sexe et tranche d'âge de la part des équipes du projet et leurs partenaires (comme ce qui a été fait avec l'enquête de base qui a recueilli des données désagrégées par sexe et tranche d'âge).

45. L'intégration du GALS dans le projet IESS-Kairouan renforcera les investissements existants du FIDA dans l'approche, qui s'étend sur plus d'une décennie et comprend notamment une subvention pour intensifier GALS de 2011 à 2014. L'investissement du FIDA dans GALS pour ce projet de graduation reconnaît le potentiel de l'approche pour améliorer les résultats de l'autonomisation sensible au genre dans les projets de développement économique. Cette intégration sert à renforcer les résultats sensibles au genre pour les ménages et leurs communautés qui devraient résulter de la mise en œuvre de l'approche de graduation dans ce contexte. Dans le manuel d'opérations de graduation, GALS est intégré dans les cinq piliers de l'approche avec précision des interventions de chaque pilier qui ont été adaptées pour intégrer l'approche GALS. Des indications claires sur la manière dont les changements dans les rôles et les relations entre les sexes doivent être alors identifiés. Une traduction des indicateurs de graduation recommandés dans le manuel d'opérations de graduation doit être promue et reflétés dans le plan d'action genre élaboré.
46. Le FIDA est un partenaire dans le projet JP RWEE (Accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales) qui va être implémenté à Jendouba et Kairouan. La cheffe d'arrondissement femmes rurale au sein du CRDA Kairouan sera chargée de la coordination du projet RWEE, et travaillera en concertation avec l'UGO de IESS. Le FIDA apportera son expérience dans l'utilisation des approches du système d'apprentissage par l'action sur le genre (GALS), et se concentrera sur l'adaptation de GALS au contexte national et régional de la Tunisie. La synergie et de l'harmonie entre les deux projets du FIDA IESS et JP RWEE sont à consolider et à renforcer, en particulier l'approche GALS.
47. Le plan d'inclusion social n'a pas été préparé vu que la responsable de l'inclusion sociale a nouvellement commencé son travail et en train de se familiariser avec le projet et les différentes approches (graduation, GALS, etc.). En attente du plan d'action graduation qui va être élaboré par BRAC, le plan d'action d'inclusion social va être élaboré en complémentarité et en synergie avec le plan de graduation ainsi que le plan d'action genre.

Dialogue de politiques

48. Depuis janvier 2019, la Tunisie a promulgué une Loi organique afin que l'ensemble des dispositifs d'aide et de transferts sociaux soient renforcés et encadrés par un nouveau dispositif intitulé "Amen Social". Cette loi cible particulièrement les familles nécessiteuses et les familles à revenu limité qui reçoivent déjà des aides du Gouvernement, en particulier à travers le programme national d'appui aux familles nécessiteuses (PNAFN) qui touche environ 8% de la population nationale. Dans ce cadre, le projet IESS a comme but de contribuer à l'augmentation de l'indice de développement du Gouvernorat de Kairouan, en particulier par la mise en œuvre de cette Loi Amen Social en complément au PAFN.
49. Une convention cadre a été signée entre le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, le Ministère des Affaires Sociales et l'UTSS, et une convention spécifique de partenariat a été signée entre le projet, la DRAS et l'UTSS pour la mise en place des sous composante 1.2 et 1.3 relatives à la mise en œuvre de la graduation des familles nécessiteuses, avec l'appui de l'ONG internationale BRAC, contractée directement par le FIDA pour une durée de 18 mois depuis janvier 2021. A ce jour, les zones pilotes et les listes des bénéficiaires ont été identifiées, la méthodologie d'intervention est en cours de teste sur terrain, et les enquêtes d'établissement de la situation de référence ont été achevées dans les trois micro-zones pilotes. Les résultats ont confirmé le niveau de pauvreté identifié lors de la conception. Dans le cadre de la convention avec BRAC, un premier draft de la note de politique de graduation a été préparé, mais reste un descriptif méthodologique et ne peut être qualifié d'orientations politique, étant donnée les retards accusés dans la mise en œuvre de l'approche de graduation et l'analyse des résultats sur terrain. La mission recommande de continuer la réflexion dans le cadre de la convention avec l'UTSS et finaliser la note de politique sur la base de résultats à discuter et valider dans le cadre d'un comité national à constituer durant les prochaines semaines. Ce comité

composé des représentants des différents acteurs au niveau national et régional aura pour mission de suivre l'expérience en grandeur réelle mise en œuvre dans les collines de Kairouan, afin d'en tirer des leçons applicables dans d'autres régions de la Tunisie.

50. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique foncière, une convention de partenariat a été signée et démarrée avec l'AFA pour le remembrement foncier de 5000 ha en sec.

Gestion du projet

51. Le rapport de conception a prévu la gestion du projet à travers la création d'une unité de gestion par objectif (UGO), sous la responsabilité du CRDA de Kairouan, dirigée par un directeur, appuyé par deux sous directeurs, dont l'un pour la planification et le suivi-évaluation et l'autre pour la mise en œuvre, et sept services. En plus du coordinateur, cinq (05) fonctionnaires à plein temps sont prévus au sein de cette structure pour les postes de suivi-évaluation, gestion financière, genre et ciblage, inclusion sociale, et suivi technique avec les arrondissements. Il est prévu aussi, une assistance technique à plein temps composée de 14 cadres dans les domaines de partenariat et filière, changement climatique, passation des marchés, communication et gestion du savoir, aménagement hydraulique, inclusion sociale et OP, huit techniciens au sein des CTV, et 27 mois d'AT nationale et internationale à mobiliser à temps partiel le long de la durée du projet.
52. Pour la coordination, il est prévu la création d'un comité national de coordination, un comité régional de coordination, un comité interrégional de coordination, et sept comités de coordination locale. La dernière mission de supervision a recommandé la constitution d'un comité de pilotage et de suivi du processus de graduation.
53. A ce jour, une décision ministérielle a été signée pour désigner le personnel clé, en l'occurrence le coordinateur du projet, les responsables de suivi-évaluation, de passation des marchés, de gestion financière, d'inclusion sociale, de la coordination technique, et du partenariat et filière. Suite à la démission du Coordinateur du projet en février 2022, et pour assurer la continuité de la gestion du projet, et gagner du temps, il a été convenu lors de la dernière supervision, de charger Mr. Mastour au poste de coordinateur du projet, tout en l'appuyant par une assistance technique expérimentée, à mobiliser dans le cadre de la convention avec le CNEA. La désignation de Mr. Mastour comme coordinateur du projet a été confirmée suite aux échanges avec Mr. Le Ministre, et concrétisée par le fax du FIDA du 20 octobre 2022.
54. La décision ministérielle a permis de satisfaire les conditions du premier décaissement, mais reste insuffisante pour assurer la bonne gestion du projet. Le poste de suivi-évaluation au sein de l'UGO est encore vacant et la convention avec le CNEA pour mobiliser le reste du personnel de l'UGO et de l'AT n'est pas encore en vigueur. L'observatoire national des marchés publics a recommandé le passage par la Commission Supérieure des marchés pour avoir son non-objection sur la convention de gré à gré avec le CNEA. Le processus est en cours.
55. Toutes les structures de coordination ont été créées, à l'exception de celle relative à la coordination interrégionale (entre IESS et PROFITS), et la constitution du comité de graduation.
56. Ainsi, la mission réitère ses recommandations pour accélérer la publication du décret de création de l'UGO, l'entrée en vigueur de la convention avec le CNEA et la mobilisation de l'AT, et l'affectation des moyens de transport pour faciliter la mobilité de l'équipe du projet sur le terrain.

Système de S&E

57. La conception du projet a prévu que le système de suivi-évaluation adopté par le projet sera composé de trois sous-systèmes: i) le système INJEZ, conçu au niveau national, ii) le système de graduation, et iii) le système de SE environnemental.
58. Depuis la dernière supervision, le système de SE a avancé aux niveaux des dimensions suivantes : i) une formation pratique sur l'exploitation du système INJEZ a été organisée au profit du personnel de l'UGO, et l'alimentation du système est en cours. L'irrégularité de la connexion internet n'a pas permis la mise à jours en temps réel de la base de données, et par conséquent la mission n'a pas pu évaluer la performance de l'application répondre aux exigences de SE. Aussi, le poste de RSE est encore vacant et actuellement pris en charge en partie par le coordinateur de l'UGO, et en partie par la responsable de passation des marchés ; ii) l'étude de la situation de référence, démarrée en début de l'année 2022 est achevée, et l'équipe du projet doit mettre à

jour les indicateurs du cadre logique en tenant compte des résultats de l'étude; iii) les enquêtes entreprises par l'UTSS, dans le cadre de la composante graduation, ont été achevées pour les 3 micro-zones pilotes et les résultats ont été présentés à la mission lors de son séjour à Kairouan. Ces enquêtes ont confirmé le niveau de pauvreté de ces familles et la fragilité de leur situation socio-économique et sanitaire. Les principaux indicateurs ont montré que la population des trois micro-zones est constituée de 51% d'homme et 49% de femmes, dominée par les jeunes (64% inférieurs à 29 ans), 42% sont analphabètes, 65.7% affirment qu'ils ont au moins un individu atteint d'une maladie chronique / un handicapé, uniquement 5% ont un revenu supérieur au salaire minimum agricole (SMAG) et 60% inférieur à 250 DT/mois, 67% gèrent des exploitations en sec inférieures à 2ha, et 67% pratique l'élevage de petits ruminants. En termes de changement climatique, 53% des enquêtés ont confirmé que la sécheresse affecte le niveau de production et de productivité agricole et les pluies torrentielles ont un impact négatif sur les des infrastructures d'accès. Il est attendu que les enquêtes toucheront la première tranche de 35 micro-zones d'ici fin 2022.

59. Les fiches de suivi des indicateurs de portée, mises à la disposition de l'UGO lors de la mission de supervision en mars 2022 n'ont pas été renseignées. De même le plan de SE n'a pas été finalisé. Un appui de la part du FIDA (Point Focal) sera organisé dès recrutement du responsable SE.

D. Conclusion

Principaux constats :

60. Depuis la dernière supervision en mars 2022, la mission a noté une véritable dynamique dans le projet grâce à une implication croissante de l'ensemble des acteurs et partenaires, et en particulier au rôle de l'AT recruté depuis quelques semaines pour appuyer la coordination et la gestion du projet. Cette dynamique n'était pas restrictive aux membres de l'UGO, mais aussi aux différents partenaires techniques du CRDA, de l'UTSS, de la DRAS et de BRAC. Le maintien de cette motivation et du travail collectif, encore fragiles, mérite d'être consolidé à travers la stabilité des équipes, y compris celles de l'UTSS, et la mise à leur disposition des moyens logistiques, de fonctionnement, et de communication nécessaires pour faciliter les échanges et la mobilité sur le terrain;
61. Sur le plan méthodologique et préparation des outils de graduation, une avancée a été bien enregistrée: i) Les listes de toutes les micro-zones et des bénéficiaires potentiels de la graduation ont été finalisées, et sont, en partie, en cours de validation par les CLD, ii) une note méthodologique, une matrice retraçant les différentes étapes de la graduation des micro-zones et des familles cibles, et un sommaire du programme d'action de graduation ont été préparés par l'AT mobilisée pour l'appui de l'UGO et partagés avec le projet, l'UTSS et BRAC; iii) la version provisoire du manuel de graduation a été produite par BRAC et mise à la disposition des partenaires pour tout éventuel commentaire, iv) la version finale de l'étude de marché et l'identification des AGR potentielles avec leurs boîtes à outils a été réceptionnée; iv) les équipes d'animation de l'UTSS, de la DRAS et de l'UGO, ont initiés l'opérationnalisation de ces outils dans les trois micro zones pilotes, et les résultats des enquêtes de base dans ces micro-zones ont été finalisés;
62. Depuis l'entrée en vigueur de l'IESS, le délai consommé de la durée contractuelle du projet est de l'ordre de 22%, alors que le niveau d'engagement réel est de l'ordre de 9 %, et les paiements sont de l'ordre de 5,5% dont plus de 70% pour les salaires des fonctionnaires et les allocations familiales du PNAFN. Le niveau moyen de décaissement sur le financement extérieur est de l'ordre de 6%;
63. La convention avec le CNEA pour la mobilisation du reste de l'équipe de l'UGO, en particulier les responsables en SE et de passation des marchés, et de l'AT d'appui à la coordination et la gestion du projet, n'est pas encore en vigueur et risque de prendre encore quelques semaines au niveau des instances supérieures des marchés. De même, le décret de création de l'UGO n'est pas encore publié, et la motivation du personnel (à travers leur nomination dans leurs fonctions), risque d'être compromise par la cumulation des retards de publication;
64. Les retards importants dans la préparation des études technico-économiques risquent de faire glisser la programmation et la réalisation des activités de terrain de plus d'une année, et par conséquent de compromettre la confiance des bénéficiaires tout en réduisant les performances

du projet. A ce jour, seul la réparation de l'évacuateur du BC et l'équipement piézométrique de 3 puits ont été réalisés sur le terrain;

65. Le niveau d'inflation a impacté considérablement les coûts estimatifs des différentes activités, en particulier celles des infrastructures d'accès, d'eau potable et des PI. Ainsi, l'offre la moins-disante du dernier appel d'offres du projet d'alimentation en eau potable de Mselsel, est de plus de 8 MD contre une estimation initiale de 4 MD. Le budget total prévu par la conception a été estimé à 15 MD pour réaliser 11 projets d'AEP. L'actualisation des estimations pour les 11 projets est actuellement de l'ordre de 34 MD. Un travail de sélection et de priorisation des infrastructures est nécessaire avant de lancer les AO. La mission rappelle que ce travail de sélection doit servir en **priorité** les micro-zones;

Principales recommandations

66. Compte tenu des constats ci-dessus, la mission réitère les actions à entreprendre de manière prioritaire résumées ci-après. Elles seront à mettre en œuvre dans les délais convenus, étant entendu qu'elles impliquent l'exécution de l'ensemble des activités et recommandations approuvées :
- Accélérer l'entrée en vigueur de la convention avec CNEA et mettre en place le personnel complémentaire et l'AT : **30 novembre 2022** ;
 - Publier le décret de création de l'UGO, et procéder à la nomination du personnel de l'UGO dans les fonctions appropriées : **30 novembre 2022** ;
 - Accélérer l'approbation par les CLC des micro-zones et des listes des FN et des FRL sélectionnées : **30 novembre 2022** ;
 - Comprimer les délais du processus de passation des marchés, actualiser les coûts estimatifs des infrastructures (PI, AEP et pistes en particulier) sur la base des coûts réels des marchés, et prioriser les infrastructures en accordant la priorité aux interventions dans les micro-zones sélectionnées : **31 décembre 2022** ;
 - Prendre les mesures nécessaires pour réduire les retards accusés dans la préparation des études des infrastructures pour éviter le report des activités de terrain programmées et attendues par les bénéficiaires : **continu**
 - Veiller à la stabilité du personnel de l'UGO et des animateurs de l'UTSS, et les doter des moyens logistiques, de connexion, et de fonctionnement nécessaires pour faciliter les échanges et la mobilité sur le terrain : **continu**
 - Mettre à jour les outils de Suivi-évaluation, renseigner les bases de données et alimenter le système INJEZ en temps réel : **continu**.

Philippe Remy
Directeur-pays


22/10/2022

Date

Abderraouf Laajimi
Directeur Général


Le Directeur Général
du Financement des
Investissements et des
Organismes Professionnels
22/10/2022

Abderraouf LAAJIMI
Date

Annexes-1

Synthèse des recommandations

Recommandation	Responsabilité	Echéance	Statut
Composante-1			
Plan d'action de graduation Préparation / Finalisation du plan d'action de graduation	BRAC	Décembre/2022	Convenu
Comité national de graduation Créer un comité national de graduation, présidé par le Ministère des affaires sociales Impliquer d'avantage le niveau national dans la réflexion sur la graduation, en particulier les structures centrales du MAS	DGFIOP MAS	Novembre/2022	Convenu
Indicateurs de graduation Inclusion des indicateurs de graduation recommandés dans le manuel d'opérations de graduation dans le plan d'action genre élaboré lors de cette mission	BRAC	Décembre/2022	Convenu
Plan d'action d'inclusion social Préparation d'un plan d'action d'inclusion social	UGO/Responsable Inclusion Sociale	Janvier/2023	Convenu
AT genre Assistance technique et accompagnement en matière du genre fourni au responsable de l'inclusion sociale	UGO	Janvier 2023	Proposé
Renforcement de capacités Préparation d'un plan de formation et renforcement des capacités de l'équipe UGO et les partenaires, particulièrement, en : - Genre et inclusion sociale - Loi Amen social - Le changement climatique - L'économie sociale et solidaire (ESS) (définition, loi ESS, gouvernance, etc.) - Communication	UGO	Décembre/2022	Proposé
Visites d'échange Organisation des visites d'échanges pour d'autres expériences réussites dans des domaines similaires aux projets IESS (ESS, expérience en technologie résilient au CC, GDA/SMSA féminine réussité, etc.)	UGO	Juin/2023	Proposé
Intégration genre Promotion de l'intégration de l'approche genre et inclusion sociale au niveau de l'ensemble des procédures administratives	UGO/Responsable passation des marchés	Décembre/2022	Proposé
Communication Développement et mise en œuvre une communication interne et externe sensible au genre et inclusion sociale	UGO/	Décembre 2022	Proposé
SE genre Suivi et évaluation de l'impact de l'ensemble des projets et activités en matière de réduction des inégalités sociales et genre	UGO/Responsable S&E	Décembre 2022	Proposé
Accompagnement des animateurs mobilisation d'une expertise ponctuelle par l'UTSS pour accompagner les animateurs sur terrain	UTSS	Novembre/2022	Convenu
Validation des microzones Accélérer la validation du reste des microzones de la première cohorte par les CLD	UGO CLD	Novembre 2022	Convenu
Microzones et listes des FN et FRL Finalisation de la délimitation de la deuxième cohorte des microzones et des listes des FN et FRL	DRAS UTSS UGO	Novembre 2022	Convenu
Composante-2			
Priorisation des infrastructures Comprimer les délais du processus de passation des marchés, actualiser les coûts estimatifs des infrastructures (PI, AEP et pistes en particulier) sur la base des coûts réels des marchés, et prioriser les infrastructures en accordant la priorité aux interventions dans les miro-zones sélectionnées	DHER UGO	31/12/2022	Convenu
Recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des travaux des SAEP Elaborer et lancer le DAO pour le recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des travaux des SAEP Mselsel et Magra	DHER UGO	30/11/2022	Convenu
Mise en demeure du contrat relatif aux études de réhabilitation des SAEP Dbebcha et Ariba Engager les procédures de mise en demeure pour la résiliation du contrat du bureau d'études chargé des études de réhabilitation des SAEP Dbebcha et Ariba ;	DHER UGO	30/11/2022	Convenu
Recrutement d'un expert en énergie solaire Recruter un expert en énergie solaire pour l'élaboration de l'étude de faisabilité de l'utilisation de l'énergie solaire pour le pompage dans 2 PI et 2 SAEP PPI.	UGO/Arrondissements techniques concernés	30/11 2022	Convenu

Recommandation	Responsabilité	Echéance	Statut
Formation des GDA d'irrigation/AEP Arrêter la liste des GDA d'irrigation/AEP, sur la base du diagnostic réalisé, situés dans les micro-zones du projet et qui nécessitant leur mise à niveau pour la bonne gestion de leurs systèmes hydrauliques (45 GDA max. dont 14 qui gèrent les systèmes hydrauliques concernés par la réhabilitation) et élaborer les thèmes de formation pour chaque classe de GDA	DHER Arrondissement GDA	31/12/2022	Convenu
Validation du choix des tronçons de pistes proposées Valider sur terrain la liste de la première tranche des tronçons de pistes (41,6 km) proposées par les autorités locales en s'assurant que ces tronçons desservent les micro-zones retenues et ce avant le lancement du DAO pour l'élaboration des études techniques.	UGO	31/12/2022	Convenu
Identification d'une première liste des bénéficiaires des citernes individuelles Identifier une liste prioritaire de 60 familles nécessiteuses pour la réalisation de 60 citernes de collecte des eaux pluviales dans les micro-zones retenues. Les consultations des travaux seront lancées en janvier 2023.	UGO Ar-CES	31/12/2022	Convenu
Exécution et gestion de Projet			
AT Accélérer l'entrée en vigueur de la convention avec CNEA et mettre en place le personnel complémentaire et l'AT	CRDA UGO DGFIOP	31/12/2022	Convenu
UGO Publier le décret de création de l'UGO, et procéder à la nomination du personnel de l'UGO dans les fonctions appropriées	CRDA UGO DGFIOP	30/11/2022	Convenu
Logistique Veiller à la stabilité du personnel de l'UGO et des animateurs de l'UTSS, et les doter des moyens logistiques, de connexion, et de fonctionnement nécessaires pour faciliter les échanges et la mobilité sur le terrain	CRDA	Continu	Convenu
RSE Accélérer le recrutement du RSE, dès l'entrée en vigueur de la convention d'AT avec le CNEA	UGO	31/12/2022	Convenu
Internet Doter le local de l'UGO d'une connexion internet performante à travers le lancement d'une consultation de trois opérateurs, au moins	UGO	31/12/2022	Convenu
Système INJEZ Mettre la base de données d'INJEZ à jour et saisir les informations en temps réel	UGO	Continu	Convenu
Plan d'action SE Finaliser le plan d'action SE et renseigner les fiches des activités pour produire les indicateurs de portée du projet à temps	UGO	31/12/2022	Convenu
Enquêtes ménages Continuer les enquêtes ménages au niveau du reste de la première tranche des micro-zones	UTSS	31/12/2022	Convenu

Annexe-2

Suivi des recommandations convenues et mesures prise par l'UGO IESS Mission FIDA d'appui de Mars 2022

Actions	Responsibility	Deadline	Status	mesures prise
Composantes du projet				
Atelier sur les objectifs et l'approche du projet Organiser un atelier avec tous les acteurs impliqués, notamment au niveau des délégations, sur les objectifs et l'approche du projet	UGO/BRAC/UTSS	Juin/ 2022	Convenu	Faite 22/9/2022
Formation des animateurs Organiser la formation des animateurs	UTSS/BRAC	Juin/ 2022	Convenu	Faite Le 31 mars et 01 avril 2022
Enquêtes dans les microzones pilotes Finaliser les enquêtes dans les microzones pilotes	UTSS	Avril/ 2022	Convenu	Faite Achevé le 13/04/2022
Manuel de graduation et d'opérations Finaliser le manuel de graduation et d'opérations (y-inclus les indicateurs de graduation)	BRAC	Mai/ 2022	Convenu	En cours de traduction en français
Etude de marché pour les AGR Finaliser l'étude de marché pour les AGR	BRAC	Juin/ 2022	Convenu	Réception du rapport final en octobre 2022
Prolongation contrat d'appui avec BRAC Envoyer la requête au FIDA pour une prolongation sans coûts additionnels du contrat avec BRAC pour une période supplémentaire de six mois	BRAC	Avril/ 2022	Convenu	Prise en charge
Signature de convention avec la DREHAT Elaborer et signer une convention avec la DREHAT pour le suivi/réception de la mise en œuvre de l'aménagement des pistes (études et travaux)	UGO/DREHAT	4/ 2022	Proposed	La DREHAT considère que le contrôle des pistes fait partie de ses fonctions régaliennes et ne nécessite pas de convention formelle
Recrutement d'un bureau d'études pour études techniques des pistes Elaborer les DAO pour le recrutement d'un bureau d'études des études techniques des pistes (tranche 1) pour le désenclavement des 35 micro-zones identifiées	UGO/DREHAT	5/ 2022	Proposed	Prise en charge AO en cours (41,6 km)
Recrutement d'un expert en énergie solaire Recruter un expert en énergie solaire pour l'élaboration de l'étude de faisabilité de l'utilisation de l'énergie solaire pour le pompage dans les PPI, tout en proposant des systèmes de contrôle évitant l'épuisement des nappes.	UGO/Arrondissements techniques concernés	7/ 2022	Proposed	Pas encore
Réalisation des diagnostics des GDA d'irrigation Réaliser les diagnostics des 11 GDA d'irrigation à accompagner par le projet dans le cadre de la composante 2.1 (Cf. matrice de diagnostic)	UGP / DHER / Arrondissement GDA	Avril 2022	Proposé	En cours
Diagnostic des bassins de production Figue de Barbarie Réalisation d'enquêtes de terrain dans les bassins de production identifié et conséquents (sur la base du guide d'entretien en Annexe du rapport)	Expert filière de l'UGP	Avril 2022	Convenu	Prise en charge Mai 2022
Identification et analyse des opérateurs privés Figue de Barbarie Réalisation d'entretiens individuels détaillés avec les opérateurs privés (sur la base du guide d'entretien en Annexe du rapport).	Expert filière de l'UGP	Avril 2022	Convenu	Prise en charge Mai 2022
Annuler l'Appel d'Offre de recrutement du consultant filière	Directeur UGP	Immédiate	Convenu	Prise en charge (Annulé)
Préparer les Termes de Référence de recrutement d'un consultant pour la conception des Plans	Expert filière de l'UGP	Juin 2022	Proposé	Prise en charge

d'Affaires				TDR amélioré et rapport de dépouillement en cours
Fiches de suivi Finaliser les matrices/fiches de suivi des indicateurs de portée pour chaque activité et les mettre à jour en temps réel	UGO RSE	Juin/2022	Approuvé	Pas encore
Indicateurs Mettre à jour les indicateurs de la situation de référence au niveau du cadre logique sur la base de l'étude de la situation de référence en cours	UGO RSE	Juillet/2022	Approuvé	Pas encore
Liste exhaustive des familles nécessiteuses et des familles à revenus limités Partager la liste exhaustive actuelle des familles nécessiteuses et des familles à revenus limités et la méthodologie et critères de présélection des familles nécessiteuses	DRAS	Avril/ 2022	Convenu	Prise en charge Partager Le 05/04/2022
Sélection des microzones Finaliser la sélection de la première cohorte de microzones, en commençant par la liste exhaustive actuelle des familles nécessiteuses et des familles à revenus limités	DRAS/BRAC/UTSS/CRDA	Avril/ 2022	Convenu	Prise en charge Le 28/06/2022 Liste en cour de validation par le CLD
Liste d'interventions dans chaque microzone Préparer une liste des différentes interventions du projet qui seront mises en œuvre pour chaque microzone (nombre de familles nécessiteuses désireuses et capables de participer au processus de graduation, nombre de familles à revenus limités, besoin en eau potable, besoin en piste, etc.)	UGO	Juin/ 2022	Convenu	En cours Par le service Inclusion sociale
Plan d'action d'inclusion social Préparer un plan d'action d'inclusion social	UGO/Responsable Inclusion Sociale	Juin/ 2022	Convenu	Prise en charge par BRAC Fait partie du manuel de graduation remis en octobre 2022 dans sa version provisoire
Inclusion d'éléments de GALS et/ou GQAL dans le manuel de graduation et d'opérations Assurer l'inclusion d'éléments de GALS et/our GQAL dans le manuel de graduation et d'opérations	BRAC	Mai/ 2022	Convenu	Prise en charge par BRAC Fait partie du manuel de graduation remis en octobre 2022 dans sa version provisoire
Recrutement du coordinateur FA	CRDA/UGP	Mars2022	Agreed	Prise en charge Mr. Afif zougari
Préparation du premier PPR (Project Performance Report) pour le FA.	UGP/FIDA	Septembre 2022	Agreed	Prise en charge par le FIDA
Formation à l'utilisation de FARMED comme outil d'animation. Le FIDA organisera une formation lors de la prochaine mission d'appui à l'UGP.	FIDA	Juin 2022	Agreed	Pas encore, faute de non disponibilité de consultant dédié
Utilisation des résultats de l'étude RUSLE et formation SIG	UGP/FIDA	Continu	Agreed	Pas encore
Comité national de graduation Créer un comité national de graduation, présidé par le Ministère des affaires sociales Impliquer d'avantage le niveau national dans la réflexion sur la graduation, en particulier les structures centrales du MAS	DGFIOP MAS	Avril/2022	Approuvé	Pas encore

Note de politique graduation Prendre les dispositions nécessaire pour produite la note de politique de graduation dans les délais convenus	BRAC	Juin/2022	Approuvé	Pas encore
Convention OEP Préciser les contenus de la convention portant sur les plantations de cactus avec l'OEP et ses modalités de mises en œuvre notamment en matière de ciblage et de calendrier d'implémentation	UGP / OPE	Avril 2022	Convenu	Convention a eu la NO du FIDA le 28/05/2022 et contrat signé Le 11/7/2022
Plans d'affaires figue de Barbarie et Apiculture Suivre rigoureusement les étapes et le calendrier de mise en œuvre du plan d'action proposé pendant la mission de supervision de mars 2022 pour débiter l'exécution de 2 ou 3 plans d'affaires (2 FdB et 1 apiculture) pendant le second semestre 2022	UGP	Septembre 2022	Convenu	Prise en charge: Rapport de dépouillement en cours
Convention Agriculture Biologique Préparer une convention avec la division de l'agriculture biologique du ministère de l'agriculture pour la mise en place de zones de production biologique dans le cadre des activités de renforcement des filières et d'accompagnement des organisations de producteurs dans les zones du projet (convention d'accompagnement technique et à la certification).	UGP / Arrondissement Agriculturebiologique du CRDA de Kairouan	Octobre 2022	Proposé	Pas encore La Division de l'agriculture biologique fait partie du CRDA et ne nécessite pas de convention. Un plan d'action sera préparé
Mécanisme de règlement des griefs Veiller à ce que les animateurs connaissent le mécanisme de règlement des griefs et sensibilisent à son existence lors de leur engagement auprès des communautés locales	UTSS	Juin/ 2022	Convenu	Pas encore
Gestion du projet				
Structure de gestion Publier le décret de création de l'UGO, désigner un coordinateur du projet, et nommer le personnel aux postes fonctionnels, comme prévu par le rapport de conception	DGFIOP CRDA	Juin/2022	Conve nu	Pas encore
Mobilisation de l'AT Accélérer la mise en vigueur de la convention d'AT avec le CNEA, et mettre en place le personnel prévu conformément à la conception du projet	CRDA	Avril/2022	Conve nu	Pas encore. A En attendant la convention un consultant individuel a été recruté pour 3 mois pour l'appui de l'UGP
Structure de coordination Créer le comité interrégional du projet et initier les échanges et synergie avec le PROFITS à Siliana	CRDA	Avril/2022	Conve nu	Pas encore
Matériel roulant Accélérer l'inscription et l'engagement du processus d'acquisition des 5 véhicules prévus sur les ressources du budget de l'Etat	DGFIOP	Septembre/2022	Conve nu	Prise en charge
Plan d'action de gestion des connaissances et de communication Elaborer un plan d'action de gestion des connaissances et de communication	UGO/Responsable Gestion des savoirs	Juin/ 2022	Conve nu	En cours Le prestataire est selectionné Etude en cours
Système INJEZ Entreprandre une formation complémentaire sur l'outil INJEZ Alimenter le système INJEZ en temps réel et transmettre au FIDA les états mensuels d'avancement physique et financier édités du système	UGO	Avril/2022	Approuvé	Formation faite Le 17- 18 et 19 mai 2022 et l'alimentation du système est en cours
Plan de suivi évaluation Finaliser le plan de suivi évaluation sur la base de la matrice partagée par la mission d'appui en décembre 2021	UGO/RSE	Juin/2022	Approuvé	En cours
Situation de référence du projet Démarrer les enquêtes en début avril sur la base de la dernière version méthodologique proposée par le consultant Produire le rapport final de la situation de référence du projet dans les meilleurs délais	Consultant	Avril/2022 Juin/2022	Approuvé	Faite Etude achevée

Situation de référence des microzones Accélérer la réalisation des enquêtes de référence dans les microzones	UTSS/BRAC	Juin/2022	Approuvé	Prise en charge uniquement dans mes microzones pilotes
Soumettre une nouvelle requête d'avance sur le compte de prêt	RAF Coordonnateur	Avril2022	Convenu	Pas encore
Finaliser avec l'UTSS l'avenant de la convention et fournir à l'UTSS les formulaires nécessaires à la présentation des demandes de retrait de fonds et des états financiers trimestriels et annuels.	Coordonnateur	Avril2022	Convenu	Prise en charge Il a obtenu la NO du FIDA
Gestion financière				
Recruter une assistance technique en gestion financière	Coordonnateur	mai/ 2022	Convenu	Pas encore
Accélérer la mise en fonction du système INJEZ et évaluer sa performance par rapport au suivi budgétaire, à la comptabilité et au reporting financier	Coordonnateur/RAF/FIDA	juin/ 2022	Convenu	En cours
Définir des procédures pour l'évaluation de performance du personnel affecté au projet	Coordonnateur	Juin/2022	Convenu	Le personnel de l'UGO sont des fonctionnaires de CRDA Et seront évalués à la fin de chaque année par des notes annuelles
Revoir le manuel des procédures afin de décrire tant les procédures du CRDA qui sont adoptée par le projet, mais surtout ses procédures spécifiques: (i) procédures relatives aux rapports avec l'UTSS (ii) procédures anticorruption (iii) modalité d'estimation des contributions des bénéficiaires (iii) révision de la période de soumissions des RFI (iv) préparation du manuel comptable	RAF/Coordonnateur	mai/2022	Convenu	Pas encore
Préparer et mettre à jour régulièrement le registre des immobilisations	RAF	avril/2022	Convenu	En cours
Améliorer la fiche de suivi des contrats	RAF/Coordonnateur	avril/2022	Convenu	Prise en charge
Préparer et soumettre au FIDA les RFI pour le premier trimestre 2022 avant le 15 mai 2022.	RAF/Coordonnateur	mai/2022	Convenu	Prise en charge
Procéder à la fin de chaque mois au rapprochement des comptes désignés.	RAF	mars/2022	Convenu	Pas encore
Soumettre les TDR de l'audit au FIDA pour avis de non-objection	RAF/Coordonnateur	Octobre/2022	Convenu	Prise en charge et seront envoyés à temps au FIDA
S'assurer que le CGF inclut cet audit dans son plan de travail pour 2023	Coordonnateur	Février/2023	Convenu	Prise en charge
Passation des marchés				
Pour la planification du PPM de l'année 2022 : Des mises à jour et des mises à niveau régulières du PPM doivent être effectuées et communiquées au FIDA.	UGO	Imminent et continu	Convenu	Prise en charge
Equipe : Renforcer l'équipe à travers l'accélération du recrutement d'un Consultant PM dans le cadre de la convention CNEA et officialiser l'affectation du nouveau personnel en charge de la PM au sein de l'Unité et les faire bénéficier des formations et de l'AT. Ils doivent être inscrit avec l'assistance du FIDA à la certification BUILPROC.	CRDA/CNEA/FIDA	Avril 2022	Convenu	Pas encore
Gestion de la PM au niveau de l'UGO : Impliquer l'UGO dans tous les échanges entre les	CRDA	Imminent et continu	Proposé	Prise en charge

arrondissements et la Cellule des Marchés Publics du CRDA pour tous les marchés du projet (par une note de service ou autre ...).				
Le responsable des achats doit recevoir une demande du chef de projet pour lancer le processus et doit la garder dans le classement.	UGO			Prise en charge
Evaluation : Informers les soumissionnaires ayant subit des corrections au niveau de leurs offres ou non-retenus des corrections et des résultats des évaluations et s'ils demandent des raisons de leurs rejets.	UGO	Imminent et continu	Conv enu	Prise en charge
Veiller à l'élaboration des PV de négociation pour les services de consultants et les insérer dans les classements.	UGO			Prise en charge
Archivage (classement des dossiers) : Améliorer le classement des dossiers de passation des marchés à travers la préparation d'une check liste de pièces devant exister dans chaque boîte d'archive selon la méthode de sélection et veiller à l'existence de copies de toutes les pièces dans les boîtes.	UGO	Imminent et continu	Conv enu	Prise en charge
Trois (3) devis sont obligatoires pour les consultations sauf pour les cas justifiés ou il faut informer, préalablement, le FIDA en précisant les arguments.	UGO/CRDA	Imminent et continu	Conv enu	Prise en charge
Publication : Elargir toujours les publications des AAO en plus du journal sur les sites de l'Observatoire National des MP et sur tous les sites du CRDA, du Ministère de l'Agriculture	UGO/CRDA	Imminent et continu	Conv enu	Prise en charge
Gestion des contrats : Utiliser les modèles types des DAO du FIDA pour les AOI. Le FIDA s'engage sur une séance de formation sur les techniques de lecture et d'utilisation des documents types. Veiller à l'existence du formulaire d'engagement sur les 3 politiques du FIDA et l'autocertification à faire signer, pour tous les contrats, par les parties contractantes	UGO/CRDA /FIDA	A partir du 21 avril après la formation en ligne	Conv enu	Prise en charge
Veiller à ce que tous les avenants aux contrats doivent être conclus avant la date d'achèvement des contrats	UGO/CRDA	Imminent et continu	Conv enu	Prise en charge
Amender la LLE pour en tenir compte du nouveau format du FIDA	FIDA	Avril 2022	Conv enu	Pas encore

Annexe-3

Programme de la mission

PROGRAMME DE LA MISSION FIDA De 03 au 21 octobre 2022	
03 Octobre :	Après-midi : Départ des membres de la mission vers Kairouan (départ de Tunis à 15h00).
04 Octobre :	Matin à 9h00: Réunion de démarrage et de cadrage de la mission avec le CRDA/Projet/Partenaires et exposé sur l'avancement du projet Après-midi : Discussion avec les arrondissements techniques (CES, PI, GR/AEP et GDA, Femme rurale)
05 Octobre:	Visite de terrain (Evacuateur BC wachtatia) + Journée de sensibilisation dans une micro-zone à Ain jloula, avec UTSS et BRAC
06 Octobre:	Matin à 9h00: Présentation du processus de terrain et des résultats des enquêtes réalisées dans les micro-zones pilotes (UTSS et BRAC) Echéance des livrables et prochaines étapes (UTSS et BRAC). Après-midi : Retour partiel des membres de la mission à Tunis à 15h00
Du 07 au 13 Octobre:	Discussion techniques avec les arrondissements (CES, PI, GR) et avec les partenaires techniques (Equipement, AFA, OEP, autres partenaires techniques) et le consultant infrastructure (Fathi Goucha)
Du 18 au 21 Octobre	Continuation de la mission avec Ghoudi et Dhekra et Fathi sur les aspects genre et ciblage outils de suivi-évaluation, AT et gestion du projet.
Vendredi 21 Octobre	Réunion de synthèse au CRDA Kairouan